

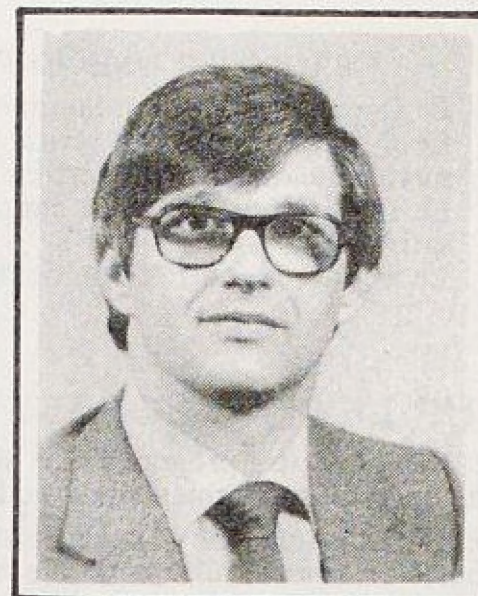


Bernard LAFARE
Candidat

REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DU VAR

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION



Jean-Michel MASSON
Suppléant

CANDIDATS SANS ETIQUETTE
NON INSCRITS A UN PARTI POLITIQUE
POUR L'UNION DE TOUS LES FRANÇAIS
APOLITISME — HONNETETE — BON SENS

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous n'avons jamais fait de politique, nous n'avons jamais été inscrit à un parti politique. Si nous avons décidé de nous lancer dans la bataille des législatives de mars 1978, c'est que nous pensons sincèrement que cette échéance sera une date historique pour la France.

- Devant le désarroi de la jeunesse face à son avenir.
- Devant la démission du député face à ses responsabilités (absence à l'Assemblée Nationale lors de votes importants, absence de propositions de lois, laissant ce soin au Gouvernement ce qui fausse le jeu de la démocratie).
- Devant la compromission et la politique des amis.
- Devant le spectacle lamentable d'un affrontement idéologique, que nous offrent depuis près de six mois les différents partis politiques de droite comme de gauche dont le seul but est d'arriver à prendre le pouvoir sans se soucier du sort des électeurs.
- Devant le triste bilan d'une politique d'immobilisme économique.
- Devant le phénomène chronique du chômage.
- Devant le pouvoir de plus en plus grandissant de technocrates absents des réalités quotidiennes.
- Devant le traitement injuste des pauvres et des minorités.
- Devant l'insécurité de plus en plus grande des individus dans une société d'agressivité.
- Devant la prolifération de soi-disantes lois sociales pour une société libérale avancée qui n'aboutissent qu'à un laisser-aller général à tous les niveaux: école, famille, entreprise.
- Devant l'impuissance évidente des différents partis politiques à régler les graves problèmes actuels dans un contexte d'affrontement permanent.

Etant des hommes d'action et de bon sens ayant pour principe de base l'efficacité, il était de notre devoir de proposer un programme de gestion aux ambitions de la France répondant aux inquiétudes des françaises et des français.

SUR LE PLAN NATIONAL (Trois objectifs)

LANCER LES BASES D'UNE SOCIETE DIGNE DE LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI : Une société faite de respect de la personne, de liberté, de responsabilité, de solidarité, de justice sociale, d'indépendance nationale, de goût de l'effort.

Pour cela nous proposons :

- La restructuration de l'enseignement pour assurer une véritable égalité des chances (tronc commun jusqu'au baccalauréat, pré-salaire pour tous les étudiants).
- Vacances scolaires : trois mois de travail, un mois de vacances (solution à l'étalement des vacances, plus grande efficacité au niveau scolaire, avantage au niveau des entreprises). Création d'un corps de professeurs spécialisés pour assurer les remplacements.
- Résorption du chômage (adaptation de la formation aux besoins, création d'emplois, diminution des heures de travail, suppression des emplois réservés, immigration ajustée en fonction des besoins réels du pays).
- Relance de l'économie par la consommation. Economie de marché, libérale dans le cadre d'une Europe des populations et non des partis politiques. Création d'une monnaie européenne. Régularisation de la concurrence (holding, entente, etc...)
- Une véritable participation à tous les niveaux dans l'entreprise (décisions, bénéfices, 25% hors impôt et versés chaque année dès l'établissement du bilan).
- Favoriser le développement de l'artisanat par des mesures fiscales appropriées et par des prêts préférentiels accordés à des taux réduits.
- Réduction des écarts de salaire.
- SMIC défini en fonction des besoins réels (logement, nourriture, charges diverses).
- Retraite à la carte de 55 à 65 ans. Mensualisation des retraites. Minimum au moins égal au SMIC.
- Relèvement du taux des prestations familiales indexé au coût de la vie. Allocations familiales attribuées même pour un enfant.
- Liberté d'entreprendre.
- Promouvoir la construction individuelle (taux maximum 12%, durée trente ans).
- Promouvoir la construction d'établissement pour accueillir les handicapés majeurs.
- Recréer la cellule familiale en laissant à la femme qui a au moins un enfant le choix : travailler ou rester à la maison avec un salaire correspondant au SMIC avec avantages sociaux (solution à l'absentéisme, à la délinquance, à l'échec scolaire, à l'équilibre du couple).
- La réforme du service militaire (trois mois d'instruction, neuf mois de service civique).
- Etablir un équilibre entre le développement économique, le progrès et la nature, création d'un code de la nature.
- Créer de nouvelles structures agricoles (création de comités régionaux élus par les agriculteurs dont les présidents seraient les porte-parole lors de discussions au ministère à Paris, aucune décision sur le plan national ne pourrait être prise sans l'accord des présidents).
- Créer un statut de la femme d'artisan, de commerçant, d'agriculteur.
- Donner au petit commerce une orientation nouvelle par une restructuration des circuits de distribution.
- Etablir un équilibre entre les grandes surfaces et le petit commerce.

DEPOLITISER LA GESTION DES AFFAIRES DE L'ETAT : Seule une union de toutes les françaises et de tous les français pourra promouvoir un véritable élan national capable de résoudre les grands problèmes actuels. Cette union ne peut pas être réalisée au niveau des partis politiques, incapables de sortir de leur affrontement idéologique permanent.

Il faut que l'effort collectif nécessaire trouve son origine dans l'unité nationale réalisée autour d'un programme unique de bon sens loin de toute idéologie partisane.

Pour cela il faut : dépolitiser :

- Au niveau de l'enseignement pour que soit respectée la neutralité de l'école publique.
- Au niveau de l'entreprise pour que puisse être établie une véritable participation sans affrontements idéologiques.
- Au niveau des syndicats pour qu'ils puissent défendre efficacement les intérêts des salariés et qu'ils ne soient pas au service d'un parti politique chargé de détruire l'économie.

PROPOSER UNE NOUVELLE METHODE DE TRAVAIL POUR LE DEPUTE

- Le Député doit être un homme d'action, un gestionnaire en contact permanent avec les réalités quotidiennes.
- Le Député doit être le véritable porte-parole de l'ensemble des électeurs de la circonscription et non un robot téléguidé par un parti politique pour servir une idéologie au détriment de la masse populaire.
- Le Député doit rester en contact direct avec ses électeurs, définir avec eux leurs désirs, leurs besoins, et déterminer les moyens nécessaires pour les satisfaire.
- Le Député doit être disponible et pour cela n'assumer que cette seule fonction.

SUR LE PLAN LOCAL

La base de notre programme se situe au niveau de la méthode de travail. Nous concevons que les difficultés d'une circonscription doivent être étudiées en concertation permanente avec les électeurs pour essayer de trouver des solutions à la mesure des aspirations des personnes concernées.

Le Député doit être libre de toute attache politique et professionnelle pour pouvoir s'occuper efficacement de sa circonscription. Aussi je m'engage, auprès de tous les électeurs si je suis élu le 19 mars 1978, à abandonner mon poste de professeur afin de me mettre entièrement au service de l'ensemble des populations de la 2ème circonscription.

Nous proposons :

COMMUNES : Une véritable décentralisation (pouvoir de décision pour tous les problèmes spécifiques, aménagement du territoire, création d'entreprises, logement, urbanisme, plan d'occupation des sols).

- Prise en charge par l'état des transports et des constructions scolaires et de leur entretien.
- Donner aux communes de véritables moyens en fonction de leurs besoins.

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS : Prévoir une réinstallation pour les agriculteurs, horticulteurs, maraîchers, viticulteurs. Prévoir une juste indemnisation. Toutes les décisions doivent être prises dans le cadre de la commune intéressée.

AGRICULTURE : Mener une politique de la qualité, favoriser l'exportation en adoptant une politique cohérente au niveau de l'Europe, limiter l'importation des pays tiers.

HORTICULTURE : Promouvoir l'installation d'un marché aux fleurs unique capable de répondre aux besoins des acheteurs nationaux et internationaux.

Promouvoir la création d'une mutuelle des risques pour que les agriculteurs ne soient pas des éternels assistés.

LA FORET : Eviter la nationalisation et étudier les problèmes de protection dans le cadre des communes. Notamment pour lutter contre l'incendie, permettre l'établissement de zones de construction en forêt (un hectare par exemple) pour les autochtones.

LA MER : Prévoir une politique de libre accès à la mer et surtout développer une protection efficace contre toute pollution en renforçant les réglementations en vigueur. Priorité doit être donnée aux autochtones pour les emplacements portuaires.

INDUSTRIE : Promouvoir l'installation d'industries non polluantes qui amènerait des créations d'emplois.

LE TOURISME : Promouvoir la création d'infrastructures d'accueil et essayer de faire en sorte qu'elles fonctionnent toute l'année (3ème et 4ème âge par exemple). Veiller à un certain équilibre dans ce domaine pour ne pas dénaturer les sites. Toutes les décisions concernant les implantations doivent être prises par les communes intéressées.

EQUIPEMENTS COLLECTIFS : Construction de lycées, d'hôpitaux.

LE BON SENS EST A VOTRE PORTE, SACHEZ LUI TENDRE LA MAIN

Si vous êtes contre la compromission,
contre la politique des amis,
contre le règne des technocrates ignorants les réalités pratiques,
contre l'embrigadement politique,

Si vous êtes pour une France gérée par de véritables gestionnaires faisant abstraction de toute idéologie politique, faisant abstraction des ambitions et des rivalités personnelles.

Si vous êtes pour un véritable changement de mentalités à tous les niveaux .

SI VOUS ETES POUR UN DEPUTE AU SERVICE DE LA 2ème CIRCONSCRIPTION

CHERES VAROISES, CHERS VAROIS, VOTEZ POUR

BERNARD LAFARE

46 ans — Marié — deux enfants
Professeur au lycée Jean Aicard à Hyères

Licencié en Droit de la Faculté de Montpellier
Diplômé de l'Institut des Etudes Economiques de Lyon
Diplômé de l'Institut du Travail et de la Sécurité
Sociale de Lyon
Titulaire du stage d'Expert Comptable
Professeur certifié de Sciences et Techniques Economiques

JEAN-MICHEL MASSON

30 ans — Marié — un enfant
Technicien des P.T.T.